

LA LETTRE DU BRÉSIL

BRESIL : 1ères semaines

Après l'élection du président Bolsonaro, les déclarations publiques laissaient entendre que les changements iraient vite après la prise de fonctions du nouveau président le 1^{er} janvier. En fait, le dispositif s'est mis progressivement en place mais sans effet immédiat avant la reprise des travaux des parlementaires fédéraux. Sur le plan économique, le Gouvernement a rapidement présenté son régime de réformes des retraites qui constitue une séquence incontournable et préalable à la mise en œuvre des réformes économiques.

Celles-ci seront portées par l'inspirateur du programme économique du candidat Bolsonaro, Paulo Guedes, qui regroupe dans un ministère de l'économie aux compétences très élargies regroupant des compétences qui étaient auparavant exercées par quatre ministères incluant en particulier l'ancien ministère du travail.

Revenons quelques instants sur les objectifs économiques de Paulo Guedes qui, en première analyse, relève d'une volonté de rupture, basée sur une approche libérale de l'économie, en déphasage avec les caractéristiques traditionnelles de l'économie brésilienne.

Cette politique s'articule autour de trois piliers :

(i) La réforme du système de retraites. Elle est attendue, indispensable, aujourd'hui urgente. Le Gouvernement vient de présenter un projet de loi qui sera débattu au Parlement dans les prochaines semaines ; elle doit être efficace et équitable car la population toute entière sera amenée à faire d'importants efforts. Les débats des prochaines semaines sur le sujet nous inviteront à revenir le moment venu sur le texte finalement adopté.

(ii) Une révision du poids de l'Etat dans l'économie qui ouvre la voie à un processus de privatisations, de réduction des interventions de l'Etat dans l'économie et qui s'accompagne d'une volonté de plus grande ouverture processus de réduction du rôle du secteur public et de dérégulation économique. Cette approche recouvre des intérêts stratégiques importants pour les entreprises françaises si les intentions affichées venaient à se confirmer selon un calendrier qui n'est pas encore précisée dans ses détails.

(iii) Une réforme de l'Etat et des procédures budgétaires et fiscales afin de permettre à l'Etat fédéral d'être plus agile, moins tributaire des dépenses récurrentes et visant à renforcer une décentralisation des choix budgétaires.

Contact : olivier.remond@dgtresor.gouv.fr

Actualité économique et financière

En 2018, le Brésil a enregistré un **déficit budgétaire de 7,1% du PIB**, Ce résultat constitue la quatrième baisse annuelle consécutive, mais le déficit reste persistant, marqué par des charges de la dette importantes (5,5% du PIB) et un déficit primaire chronique (1,6% du PIB). Si en 2016, le gouvernement de M. Temer avait décidé un gel limitant la hausse des dépenses fédérales d'une année à l'inflation de l'année précédente, des déséquilibres structurels empêchent une baisse conséquente du déficit primaire.

Le principal déséquilibre reste celui du système de retraites, qui a lui seul représente un déficit de 2,9% du PIB en 2018. Les modalités d'accès à la retraite relativement souples, le mode d'évolution du niveau de pension, et la possibilité de cumuler emploi et retraite ont créé un déséquilibre budgétaire important. En conséquence, la dette publique ne cesse d'augmenter, et atteint 76,7% du PIB en 2018 (sans compter le stock de titres détenu à l'actif de la Banque centrale).

Le redressement nécessaire des finances publiques constitue l'enjeu de la refonte annoncée du système de retraites. Celle-ci devrait comporter notamment l'introduction d'un âge minimum de départ (65 ans pour les hommes, 62 ans pour les femmes) et d'un système de capitalisation complétant le régime de répartition actuel. Si cette réforme est la priorité de la nouvelle équipe économique, elle reste un défi : puisqu'elle implique une modification de la constitution, elle devra réunir 60% des votes à l'assemblée pour être approuvée, chose que n'avait pas réussi à faire le gouvernement précédent.

Contacts : julio.ramos-tallada@dgtresor.gouv.fr — vincent.guiet@dgtresor.gouv.fr

Activité
Croissance du PIB
2018 (estimation)
+1,3%

Prix
Inflation IPCA 2018
+3,75%

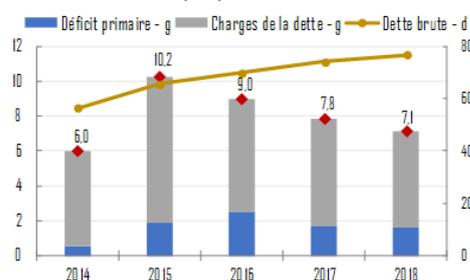
Finances publiques
Solde budgétaire
primaire 2018
-1,6%

Taux de change BRL/
EUR
4,25

Variation mensuelle
-1,16% (légère
appreciation)

Projections
Croissance du PIB
2019 (survey BCB)
+2,48%

Déficit et dette publique au Brésil (en % du PIB)



Panorama du secteur électrique brésilien

Le Brésil, qui figure parmi les dix premiers producteurs mondiaux d'électricité, dispose de l'une des matrices énergétiques les plus propres au monde (3^{ème} derrière la Norvège et la Nouvelle-Zélande), plus de 80 % de la production d'électricité provenant de sources renouvelables (60,5 % sont assurés par l'hydraulique, 9,1 % par la biomasse, 9 % par l'éolien et 1 % par le solaire), contre une moyenne mondiale de 19 %.

Le Plan décennal d'Energie 2016-2026 du ministère de l'Energie et des Mines visait à accentuer encore cette tendance, avec des investissements de l'ordre de 60 Mds EUR (252 Mds BRL) destinés principalement aux énergies renouvelables. Ce plan prévoit, à l'horizon 2026, d'accroître de 52 GW la puissance du parc électrique brésilien (de 160 GW actuellement), et de 35 % le système de transmission (47 000 km supplémentaires), afin de répondre à une croissance de la demande estimée à 3,7 % par an d'ici 2027. **Il n'a pas à ce jour été remis en question par la nouvelle administration, quoique les premières déclarations du nouveau ministre des Mines et de l'Energie laissent penser que des amendements pourront lui être apportés.**

Le ministre a en effet fait état, lors de sa prise de fonction, du souhait du gouvernement d'accroître la part du nucléaire dans la matrice énergétique du pays (1,2 % aujourd'hui), conformément au décret présidentiel 9.600, adopté en décembre dernier, qui vise à favoriser un développement large de la filière nucléaire brésilienne, notamment « en encourageant la recherche et la prospection de minerais nucléaires dans le pays » (qui dispose des sixièmes réserves mondiales d'uranium) et « en assurant l'autonomie dans la production du combustible nucléaire, à l'échelle industrielle et dans toutes les étapes de son cycle, afin de garantir l'approvisionnement de la demande intérieure ».

Le modèle de production hydroélectrique de grande ampleur et de « méga-barrages » a, de l'avis général, atteint ses limites, en raison de la faible pluviométrie observée depuis une vingtaine d'années dans le nord et le nord-est, et de pressions des organisations environnementales défavorables à l'exploitation du potentiel résiduel du pays, considérable (plus de 100 GW) mais situé pour une large part dans la région amazonienne.

Si le secteur électrique reste largement dominé par les entreprises publiques, l'ouverture aux acteurs privés et étrangers est nette depuis 2016, avec des ventes d'actifs dans les domaines de la production, transmission et distribution en vertu du Programme de Partenariats d'Investissements. Les flux d'IDE ont quadruplé dans ce secteur (électricité et gaz) entre 2016 et 2017, passant de moins de 3 Mds USD à 12,6 Mds USD, dont 6,2 Mds USD pour les énergies renouvelables.

La France occupe une position centrale pour les activités de production électrique, nos entreprises étant actives dans l'hydroélectricité (Engie – premier producteur privé, EDF), le biogaz (Albioma), le nucléaire (Areva) et les ENR (Voltaia, Engie, EDF EN).

La diversification annoncée de la matrice énergétique brésilienne pourra, si elle se confirme, renforcer encore l'intérêt des acteurs français. Tout comme un cadre réglementaire que l'on peut espérer plus stable et favorable, l'un des défis de la nouvelle administration étant de remédier à l'insécurité juridique qui caractérise le secteur, due en particulier à la complexité des procédures et aux délais nécessaires à l'obtention des autorisations administratives, notamment environnementales.

Contact : cyril.darneix@dgtresor.gouv.fr

Reprise des projets de concessions dans les transports

Le nouveau ministre des infrastructures, Tarcísio Gomes de Freitas, a annoncé la reprise des projets de concession au secteur privé des liaisons ferroviaires et routières fédérales, des terminaux portuaires et des aéroports. Une cinquantaine de projets seront relancés, la plupart étant déjà dans les tiroirs, pour un montant total d'investissements annoncé de 16 milliards d'euros. **Une première tranche de 23 projets est prévue avant la fin avril pour un montant d'investissement de 1,6 Md Euros**



Liaison ferrée Nord-Sud qui à terme doit permettre une interconnexion entre les différentes lignes du pays et augmenter la part du fer dans le transport de fret qui n'est actuellement que de 15%. Premier appel d'offres pour concession de 1 537 km entre Porto Nacional (TO) et Estrela d'Oeste (SP) de voie construite par l'entreprise publique Valec qui doit être équipée en systèmes et terminaux de stockage. Les équipements et le ticket d'entrée représentent un investissement de l'ordre de 315 Ms Euros. Echéance le 28 mars. [Pour en savoir plus](#)

Deux autres projets majeurs sont attendus pour la fin 2019 et 2020 : la voie ferrée du grain (Ferrogrão) qui reliera le « polygone du soja » dans le sud-ouest, aux ports fluviaux sur l'Amazone et la ligne d'intégration Ouest-Est (FIOL) reliant sur 1500 km le centre-ouest au port d'Ilheus dans l'Etat de Bahia.



Concession de 10 terminaux portuaires de vrac liquide (essentiellement combustibles) : 3 sur la zone du port de Joao Pessoa dans le nord-est ; un dans le port de Vitoria et six dans les ports de l'Etat de Para. [Pour en savoir plus](#)



12 aéroports vont être concédés selon une nouvelle procédure visant à inclure des aéroports de moindre capacité dans des « blocs régionaux ». Pour la région Nord-Est seront regroupés Recife (PE), Maceió (AL), Aracaju (SE) João Pessoa (PB), Campina Grande (PB), Juazeiro do Norte (CE), pour la région Sud-Est: Vitória (ES) e Macaé (RJ) et enfin Várzea Grande (Cuiabá), Rondonópolis, Sinop e Alta Floresta pour le Mato-Grosso. [Pour en savoir plus](#)



D'ici 2021, huit grandes liaisons routières fédérales représentant 2 400 km devront voir la rénovation de leur contrat de concession. Parmi elles, la Nova Dutra, liaison entre Rio et São Paulo. Une dizaine d'autres projets sont en cours d'étude, notamment dans les régions fortes exportatrices de soja. Des discussions sont toujours en cours entre le gouvernement et la justice pour tenter de réformer le système de calcul des péages, aujourd'hui par tronçons qui pourrait évoluer vers un calcul par km parcouru. Par ailleurs le gouvernement a annoncé une modification des procédures pour l'attribution des projets. Le critère serait dorénavant le meilleur prix proposé et non plus le moindre prix du péage.

Contact : Francoise.METEYER@dgtresor.gouv.fr

Actualité des entreprises françaises au Brésil

Albioma a annoncé fin décembre dernier avoir signé avec Jalles Machado l'acquisition de 60% de l'unité de cogénération localisée à Goianésia (GO) dont la capacité de broyage annuelle atteint 2,8 millions de tonne de canne. *Zone Bourse – 24/12/2018*

TechnipFMC a remporté un contrat majeur (entre 500 M USD et 1 Md USD), au nom du consortium Libra, pour la construction d'installations sur le champ pré-salifère Mero 1, situé dans le bassin de Santos. Le consortium Libra est formé par Petrobras, Shell, Total, CNOOC Limited, CNPC et PPSA. *Zone Bourse – 06/02/2019*

Michelin se prépare pour augmenter sa production à Manaus afin de répondre aux besoins du secteur des motos. Un total de 100 M BRL sera investi pour augmenter en 45% la capacité de production de cette unité industrielle à l'horizon de deux ans. Ce projet répond à la fois à un rebond du marché interne et aux possibilités de consolider une plateforme d'exportation. *Valor Econômico – 13/02/2019*

BNP Brésil bénéficiera d'un renforcement de capital à hauteur de 1 Md BRL cette année dans l'objectif de répondre à la demande de crédit. Cela constituera la recapitalisation la plus importante de la banque dans le pays depuis une décennie. *Valor Econômico – 13/02/2019*

Vinci Energie étudie l'acquisition de plusieurs entreprises au Brésil afin d'accélérer son développement dans le pays. *Valor Econômico—19/02/2019*

Engie espère que les discussions en vue de la vente de la filiale de Petrobras Transportadora Associada de Gas (TAG), qui opère un réseau de gazoducs de 4500 km reprendront après le Carnaval. *Valor Econômico, 20/02/2019*

Grupo Pao de Açúcar (Casino) a procédé à la vente de 40 millions d'action de Via Varejo, pour un total de 200 millions de BRL. *Valor Econômico - 25/02/2019*

Contacts: larissa.colovatti@dgtresor.gouv.fr ; anne.bernard@dgtresor.gouv.fr

Dates à retenir

Aéronautique

15 mars 2019 : résultat des appels d'offres concernant la mise en concession de 3 blocs d'aéroports brésiliens.

Défense et sécurité

2/5 avril 2019 : Salon LAAD à Rio de Janeiro

Santé

21/24 mai 2019 : Salon HOSPITALAR à Sao Paulo

Relations bilatérales

04/05 juin 2019 : Forum France Brésil à Paris (Medef International)

Service Economique Régional du Brésil

Site internet : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/BR>

Suivez nous sur twitter : @BresilEco

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication